

t. 120.6-85
t. 311 Bolivie 44
t. 311 Pérou
t. 311 Honduras
t. 311 Nicaragua
t. 311 Amérique Centrale

Bundesamt für Aussenwirtschaft	
No. <i>Lat Am. 853.9</i>	
EE	
R - VO	23. DEZ. 1989
	Berne, le 22.12.1989
Kopie an	

BACK-TO-OFFICE REPORT

a.a.

Objet: Réunion avec les Coordonnateurs de la DDA en Amérique Latine (Tegucigalpa, 11-13.12.89) en vue de discuter des programmes opérationnels annuels en Amérique Centrale, en Bolivie et au Pérou; contacts à Washington avec notre Ambassade, la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et la Banque Mondiale

A: Henri-Philippe Cart, Chef Division Operationnelle I

De: Pietro Veglio, Chef Section Amérique Latine

1. Réunion avec les Coordonnateurs en Amérique Latine

1.1 Programmes opérationnels annuels

Les discussions, basées sur les programmes rédigés auparavant par nos coordonnateurs en Amérique Centrale, en Bolivie et au Pérou, ont été fort stimulantes, constructives et bien orientées grâce à l'effort louable de préparation accompli par A. Hadorn et M. Rossi. Le résultat de ces discussions est reflété dans les résumés ci-joints (cf. Annexes 1, 2 et 3).

Nos coordonnateurs nous enverront d'ici la mi-janvier 1990 les nouvelles versions des programmes annuels que nous soumettrons ensuite pour consultation aux services intéressés. Nous comptons présenter la version finale de ces documents pour approbation à la Direction de la DDA d'ici la mi-février 1990.

1.2 Autres sujets discutés (conclusions)

- Répartition interne du travail au sein des bureaux de coordination: l'expérience de confier à nos réviseurs des tâches administratives (en pratique celles de chefs de bureaux) étant jugée positivement (cas de M. Hügli et A. Rappo), il y a lieu de la continuer à l'avenir. Cela permet aussi aux personnes en question d'avoir un contact plus direct avec les réalités parfois difficiles des pays d'affectation. Par ailleurs il y aurait lieu de discuter, par ex. lors du prochain séminaire des réviseurs en Amérique Latine, si à l'avenir les tâches de révision ne pourraient pas être déléguées à des firmes locales de révision comptable et d'audit financier;
- Répartition des fonctions/compétences: le rôle des



responsables de programmes par pays à la Centrale doit être renforcé, notamment en ce qui a trait à certaines questions d'unité de doctrine (par ex.: niveau des salaires du personnel local rémunéré par la DDA), à la coordination des programmes et projets en cours, ainsi qu'au respect des chiffres de planification financière inclus dans le Programme de la Section AL. De même, il convient d'assurer que tous les collaborateurs responsables de projets appliquent des standards similaires dans la gestion et le suivi de ces derniers de façon à mieux respecter les compétences respectives des chefs de projet et des bureaux de coordination, en évitant de se mêler de détails qui ne devraient pas être de leur compétence;

- Relations avec les Ambassades: l'Ambassadeur Bucher est prêt à envoyer systématiquement à CORTEG copie des rapports politiques sur le Costa Rica, le Nicaragua et l'Amérique Centrale qu'il transmet à Berne. Il faudra prévoir, d'entente avec la Direction Politique II, que le même processus soit également mis en oeuvre à Lima, La Paz, Guatemala-City et Quito. Il s'agit d'ailleurs d'un problème qui devrait être résolu d'une façon uniforme au niveau de tous les bureaux de coordination de la DDA;

- Coordination de l'aide: d'une façon générale tous nos coordonnateurs ont renforcé l'importance attribuée à cette question. La pratique montre que, même dans le cas de la Bolivie où les initiatives sont très nombreuses, la coordination la plus efficace est celle qui touche aux aspects opérationnels, en particulier avec les agences de coopération "like minded". Sur ce plan des progrès remarquables ont pu être enregistrés (par ex. en Bolivie: secteur de la pomme de terre avec les Pays-Bas et le CIP; FSE/FIS et EMSO avec la Banque Mondiale et plusieurs agences bilatérales; "debt by-back" avec les Pays-Bas et la Suède; au Pérou: PNUD, FAO et Pays-Bas dans les domaines de l'aide d'urgence et de l'éducation à l'environnement; en Amérique Centrale: CEE, Banque Mondiale, PNUD et Suède dans la préparation d'un projet d'appui à la BCIE; etc.). En revanche le "policy dialogue" plus général, par ex. sur la problématique de la lutte contre la drogue dans les pays andins, n'est parfois pas facile au vu des objectifs poursuivis prioritairement par certaines agences de coopération (par ex. par USAID);

- Délégation de compétences à l'extérieur: la délégation de compétences (cofinancements, projets en régie, aide associée) réalisée plus particulièrement en Bolivie et au Pérou est jugée positivement par les coordonnateurs concernés. On souhaite également qu'Intercoopération assume de plus amples responsabilités administratives dans la réalisation des projets en évitant de faire appel systématiquement aux services des bureaux de coordination (pour les achats sur place, les importations, etc.). L'opportunité d'une délégation accrue de compétences devra être étudiée pour les programmes Amérique Centrale et Honduras. La possibilité de confier l'exécution de nouveaux projets, voire de projets en cours, à des institutions qualifiées suisses ou étrangères constituera un critère de plus en plus important dans la réalisation du programme Amérique Latine. Mais il faudra veiller à éviter une trop grande dispersion sur un nombre élevé d'agences spécialisées, de banques de développement et de régisseurs suisses ou étrangers;

- La Section Amérique Latine à Berne: le soussigné a

informé les collègues sur les principaux mouvements de personnel qui concernent la Section AL;

- "Policy Dialogue": à la demande des autorités boliviennes (Ministre de planification et coordination) CORLAP propose qu'une fois par année on réalise une révision commune du Programme Bolivie. Cette proposition est appropriée compte tenu aussi de l'ampleur et de la complexité des programmes DDA et OFAEE actuels. Il faudra encore décider quand pourra avoir lieu le premier exercice. Une modalité similaire est en train d'être étudiée pour le Honduras et le Nicaragua, étant entendu que la Centrale ne serait alors plus automatiquement associée aux "Comités binacionales" annuels concernant les différents projets. Dans le cas du Pérou des réunions de la Commission mixte suisse-péruvienne ont déjà eu lieu dans le passé (la dernière fois en février 89 lors de la mission CP/VO);

- Programme 1990 de la Section Amérique Latine: chaque bureau de coordination enverra à Berne d'ici la fin janvier 1990 son programme annuel portant sur les aspects suivants: missions, évaluations, fin de phases, propositions de crédit à approuver, préparation de nouveaux projets, préparation du programme 1991 et év. d'un nouveau PPP, Commission mixte et "Comités binacionales", Groupes consultatifs de la Banque Mondiale, séminaires, élections, etc.. La Centrale complétera ces programmes et mettra à jour son propre "Jumbograph". Lors de la soumission à la Direction des Programmes 1990 pour la Bolivie, l'Amérique Centrale et le Pérou le soussigné rédigera également un bref document accompagnatoire présentant les principaux aspects du Programme 1990 de la Section AL;

- Cadre financier pour la Section AL: le soussigné a expliqué le sens du telex envoyé le 1.12.89 à PL, SCL, BF et AS au sujet de la planification financière en 1990-93 en demandant une plus grande discipline dans le respect des chiffres y indiqués. Le message a été clairement perçu. Un effort sensible devra être fait pour intéresser la Section aide humanitaire et/ou l'OFAEE à mettre à disposition des moyens financiers additionnels sur la base de propositions bien fondées, en particulier en Amérique Centrale, au Pérou et en Equateur. Quant au budget AL il y aura lieu, si du côté du Pérou et de l'Amérique Centrale nous recevions en 1990/91 des propositions concrètes bien fondées s'insérant dans un effort concerté de la communauté internationale, de soulever auprès de la Direction de la DDA le problème d'une allocation budgétaire plus substantielle pour la Section AL.

1.3 Sujets discutés bilatéralement

i) Pérou (avec BF)

- CIAT Haricots: BF souhaite que le rôle de CORLIM dans le suivi de ce projet soit plus clairement défini. Jusqu'à présent BF n'a pratiquement eu aucun contact avec le responsable de ce projet! A reprendre avec VS/SO.

- ALOP: d'un commun accord il est décidé que la DDA ne se fera pas représenter à l'Assemblée générale d'ALOP qui aura lieu en avril 1990 (cela afin de ne pas éveiller de nouveaux faux espoirs). SO en informera AS.

- Idée de projet Banque andine de semences forestières: BF souhaite être tenu au courant par IC/SO sur l'état de la question. A reprendre par SO.

- Politique de la DDA dans l'Amazonie péruvienne: BF se

demande à juste titre si dans ce domaine, et plus spécifiquement en matière de recherche et de formation, il ne faudrait pas une approche plus ample dépassant le cadre géographique du Pérou, prenant en compte l'ensemble de la problématique écologique liée à l'exploitation de la forêt tropicale humide amazonienne et l'effort éventuel de l'aide internationale. SO devrait reprendre cela avec les Services sectoriels forêts, écologie et agriculture ainsi qu'avec IC.

- CESA: BF se demande si la déclaration d'intentions que nous avons l'intention de signer avec cette ONG équatorienne (principe de la disponibilité de la DDA à collaborer au cours des 5 prochaines années dans x projets) ne constitue pas un précédent fâcheux à l'égard d'autres ONG qui tôt ou tard nous demanderont le même type de traitement. Le fait de devoir dire non à d'autres ONG ne serait pas agréable. Affaire à rediscuter avec CP, GCH (y a-t-il des précédents du même type avec d'autres ONG?) et SO.

- Lutte contre la drogue: BF a clairement pris position par rapport à cette problématique dans une note de dossier que nous avons reçu récemment. Cette note reflète l'avis de la DDA en la matière.

- FUNDES: BF a eu une réunion avec E.A. Brugger de FUNDES au cours de laquelle le prénommé a fait état de la collaboration établie avec l'"Instituto Libertad y Democracia" de Hernando de Soto pour le projet "Hipoteca Popular", ainsi que de son intérêt à assurer un certain suivi de l'étude macro-économique de GRADE (avec participation de J. Sachs) que nous avons cofinancé. A discuter en janvier 1990 avec FUNDES.

- CIPCA: BF aura prochainement une réunion avec le Directeur de cette ONG afin d'éclaircir certains aspects franchement peu satisfaisants de la coopération avec cette institution. Les clauses de l'Accord DDA-CIPCA relatives à la soumission de rapports et de décomptes comptables ont été reformulées d'une façon plus exigeante en vue d'accroître la transparence.

- PNUD/Programa Social de Emergencia: BF m'a transmis le document de projet qui, de janvier à octobre 1990, poursuivra trois objectifs: i) canaliser l'aide humanitaire aux bénéficiaires (env. 2,5 millions de personnes, dont 1,5 au niveau urbain); ii) renforcer l'organisation chargée de la distribution de l'aide humanitaire (CARITAS del Perú et le réseau décentralisé de Carits Diocesana); iii) mettre en oeuvre le plan d'urgence et le Fonds Social en préparant également un portefeuille de petits projets productifs.

Le budget de ce projet préparatoire est de US\$ 523'000, dont 250'000 seront à la charge du PNUD et 100'000 de la Suisse, le reste étant financé par quelques fonds de contrepartie en monnaie locale découlant d'accords avec USAID et l'Argentine. Un appui de la DDA à ce projet est cohérent avec le PPP et le Programme annuel 1990 qui prévoient un cofinancement suisse à la composante sociale d'un programme d'ajustement soutenu par la communauté financière internationale. Les chances de matérialisation d'un tel ajustement, sous la responsabilité du nouveau gouvernement issu des élections qui auront lieu en avril 1990, ont augmenté suite à la très récente conclusion d'un accord entre le FMI et le Pérou. Cet accord devrait contribuer à terme à la normalisation des relations de ce pays avec cette institution financière, relations qui avaient été

virtuellement gelées au cours des trois dernières années suite à l'attitude de confrontation assumée par le gouvernement d'Alan Garcia. Certes, tous les problèmes ne sont pas résolus (les arriérés accumulés à l'égard du FMI s'élèvent à USS 758 millions, auxquels s'ajoutent 630 millions avec la Banque Mondiale et 150 avec la BID), mais la valeur morale de cet accord est importante.

CORLIM préparera prochainement une petite proposition de crédit pour matérialiser la contribution de la DDA. CORLIM doit également éclaircir avec le PNUD à Lima les modalités administratives pour le paiement de notre contribution (via PNUD/Lima ou via PNUD/New York?).

ii) Bolivie (avec SCL)

- Nouveau projet "Manejo de micro-cuencas à Cochabamba": SCL a rencontré récemment en Bolivie Douglas Forno de la Banque Mondiale/Agricultural Division, LAC, qui s'est montré fort intéressé à ce projet. Peut-être y aurait-il la possibilité d'inclure un volet de conservation des ressources naturelles dans le prochain prêt sectoriel agricole que la Banque Mondiale envisage pour l'année fiscale 1990/91. Par ailleurs D. Forno partage nos inquiétudes à l'égard de la composante MACA du projet EMSO et essaiera d'en parler directement avec le Ministre de l'agriculture.

- "Fondo de Inversion Social" (FIS): l'opportunité d'un COFIDA de ce projet en 1990 sera rediscutée lors du passage de SCL à Berne le 22.1.90 à la lumière de l'Appraisal Report de la Banque Mondiale qui devrait être disponible d'ici cette date, des considérations contenues dans la note de SCL du 20.11.89 et des informations verbales que le soussigné a réunies lors de la réunion du 15.12.89 avec S. Jorgensen et C. Sepeda de la Banque Mondiale.

- "Instituto Boliviano de Tecnología Agropecuaria" (IBTA): SCL mentionne que l'IBTA sera profondément réorganisée et qu'à l'avenir elle priorisera la recherche agricole dans 4 domaines: pommes de terre, quinoa, blé et élevage. Il semblerait que les projets de recherche et de formation DDA/CIP-Pays-Bas-IBTA pour améliorer la qualité des semences de pommes de terre constitueront en quelque sorte le modèle à suivre pour réorganiser les activités de l'IBTA.

Dans ce cas aussi il y aurait lieu de convaincre la Banque Mondiale de l'opportunité de financer un projet de ce type.

- Nouveau projet (action-test) "Fondo de Desarrollo Campesino" (FDC): au début février 1990 CORLAP (CC et AC) participera à une mission conjointe d'évaluation FAO/Belgique/BRD/Pays-Bas/Suisse. Suite à cela nous pourrions définir la marche à suivre.

- Recrutement F. Jordán (succession A. Cardona): CORLAP préparera un cahier des charges préliminaires et tâchera de discuter directement avec l'intéressé (en mission en Bolivie pour un séminaire).

- Contrat de travail de C. Carafa: le nouveau contrat a été établi conformément à la directive 10, en monnaie locale et avec une clause pour assurer la valeur de la rémunération par rapport à l'inflation. Ce contrat sera transmis à la Centrale.

- Visite à Berne: SCL sera disponible pour des entretiens le lundi 22 janvier 1990.

iii) Amérique Centrale (avec PL)

PL et le soussigné avons rencontré à Tegucigalpa MM. James Rawley, Repr. Rés. Adjoint du PNUD, et Nelson Avila, Coordonnateur national du Plan spécial de coopération économique pour l'Amérique Centrale, au sujet du Programme de coopération technique pour renforcer la Banque Centro-américaine d'Intégration Economique (BCIE) et d'un éventuel cofinancement suisse via le PNUD. La justification d'un cofinancement de la BCIE sera abordée dans le Programme Amérique Centrale 1990 actuellement en phase de rédaction.

Nos interlocuteurs ont confirmé l'intérêt du PNUD et de la BCIE à aller de l'avant dans la réalisation de cette coopération technique dont la phase initiale de 5 mois (coût budgété à USS 690'000, dont 400'000 à la charge du PNUD, 200'000 cofinancés par les Pays-Bas et le reste à la charge de la BCIE) devrait démarrer au début 1990.

La deuxième phase aura une durée de 2 à 3 ans et sera axée sur les propositions très détaillées des ex-hauts fonctionnaires de la Banque Mondiale David Knox et Martin Stoller lesquels avaient réalisé une mission auprès de la BCIE en juillet 1989 (cf. document "A Programme to Strengthen the Central American Bank for Economic Integration"). Son coût est estimé à environ USS 2 millions et il pourrait être cofinancé par la BID (USS 1 million?), la Suisse et le PNUD. En cas d'intérêt du côté suisse, nous pourrions participer à la mission préparatoire qui est prévue au printemps 1990. Pour avoir plus de renseignements à ce sujet le soussigné contactera téléphoniquement Mme Elena Martinez, Chef de la Division régionale pour l'Amérique Latine et les Caraïbes du PNUD à New York.

Il importe aussi de mentionner l'appréciation relativement positive du PNUD par rapport à certains changements de nature statutaire, opérationnelle, financière et administrative approuvés depuis septembre 1989 par la BCIE. Ainsi les Gouverneurs de la BCIE ont décidé d'ouvrir la porte aux membres non régionaux, décision qui devra néanmoins encore être ratifiée par les Parlements des 5 pays membres (pour le moment il y aurait un intérêt à adhérer de la part de l'Espagne, du Venezuela et de Taiwan); les mêmes Gouverneurs ont décidé de renégocier les dettes à court terme des pays membres à l'égard de la BCIE et les membres se sont formellement engagés à rembourser ces arriérés; la BCIE accordera une plus grande priorité au financement de projets productifs et de projets sociaux; le personnel de la BCIE a été réduit de 10%. Ces mesures, certes insuffisantes, constituent néanmoins un pas dans la bonne direction en vue de parvenir à terme, via le programme de coopération technique également, à ce que la BCIE fonctionne réellement comme une banque de développement régional en fonction de priorités clairement établie et sur une base financière saine.

Au début décembre 1989 la BCIE a réussi à concrétiser des accords de prêt avec le Japon (USS 84 millions déboursables en Yens pour le financement de projets productifs + USS 64 déboursables en Yens pour le secteur des télécommunications) et avec la Suède (USS 9,6 millions pour des projets sociaux et d'appui aux PME). Des négociations avancées sont en cours avec la CEE pour une aide de balance des paiements canalisée via la BCIE aux banques centrales des pays de moindre niveau de

développement de la région (US\$ 15 millions pour le Honduras et 15 pour le Nicaragua); USAID (USD 4 millions pour un programme d'informatique); et la BID (la BCIE tient beaucoup à rétablir une ligne de financement avec cette institution).

2. Contacts à Washington (15.12.89)

2.1 Ambassade de Suisse

Le soussigné a été reçu par l'Ambassadeur Brunner et a eu la possibilité de le mettre au courant du contenu des activités de coopération en cours et en préparation en Amérique Centrale, en Bolivie et au Pérou, ainsi que des objectifs des réunions prévues le 15.12.89 avec la BID et la Banque Mondiale. Les mêmes informations ont été transmises à S. Nellen, responsable des dossiers FMI, Banque Mondiale et BID, lequel a d'ailleurs assisté aux réunions auprès de la BID. La Section Amérique Latine a un intérêt spécial à consulter régulièrement S. Nellen qui est à même de nous informer très efficacement sur certains dossiers particulièrement importants pour notre travail futur (par ex.: évolution et perspectives des relations entre le Pérou et le FMI/BM/BID; idem pour l'Amérique Centrale; etc.).

3.2 BID

i) M. Hugo Bruggmann (Dir. Exécutif adjoint)

La conversation a permis de confirmer l'impression que l'on a de l'extérieur, à savoir que le dynamisme imprimé par le Président de la BID, E. Iglesias, n'est pour le moment pas couplé d'une capacité opérationnelle et administrative équivalente assurant la matérialisation des nouvelles idées. Ainsi, les initiatives de la BID concernant les trois nouveaux fonds à créer (Fonds pour les micro-entreprises du secteur informel; Debt Relief for Social Investment; Debt for Environment) restent toujours au niveau de l'idée et personne au sein de la BID ne semble coordonner efficacement les cofinancements en négociation pour ces fonds. Certes, ces incertitudes et lenteurs sont aussi imputables au fait que certaines désignations pour de nouveaux postes (par ex: Deputy Manager pour le Special Program Subdepartment in Operations) n'ont pas encore eu lieu.

ii) M. Cole (Programme des Petits Projets)

M. Cole m'a transmis les propositions de la BID concernant la nouvelle Letter of Understanding réglant notre cinquième cofinancement (frs 10 millions) du Programme des Petits Projets.

Concernant les nouveaux projets en préparation au sein de la BID on peut relever les suivants: Union de Organizaciones Campesinas à Salinas (Equateur); Programme de commercialisation et de livraison de matériel pour les micro-entreprises à Cali et à Medellin (Colombie); Banque pour les micro-entreprises (Bolivie); Fundacion Pro Natura et Appui aux micro-entreprises (République Dominicaine); Appui aux micro-entreprises (Chili et Cordova/Argentine). Des propositions de financement nous parviendront dans la première moitié 1990. Quant aux programmes nationaux d'appui aux micro-entreprises urbaines ceux-ci sont notamment envisagés dans les pays suivants: Equateur, Uruguay, Guatemala, Bolivie, République Dominicaine, Haïti, Mexique, Argentine, Brésil. Mais les dossiers ne sont pas encore prêts.

3.3 Banque Mondiale

Un entretien a eu lieu avec M. Steen Jorgensen, économiste responsable pour la Bolivie/LAC et Mme Constance Corbett Sepeda, économiste de la Human Resources Div./LAC, au sujet d'un éventuel COFIDA du FIS (institution qui prendra la relève du FSE bolivien).

Le rapport d'appraisal de la mission de la Banque Mondiale dirigée par Mme Sepeda sera disponible d'ici le début 1990 et nous sera transmis. Les négociations avec le gouvernement bolivien auront déjà lieu en février 1990. L'IDA a prévu un financement direct du FIS de USS 20 millions et un financement indirect additionnel de USS 5 millions provenant du Prêt sectoriel au secteur de la santé.

La Banque Mondiale partage certaines de nos préoccupations et prend position comme suit:

- Directeur Exécutif et personnel du FSE/FIS: il est évident que le type de relation fluide instauré avec les anciens directeurs du FSE, F. Romero et A. Navarro, s'est quelque peu modifié avec le nouveau directeur du FSE/FIS, M. Mercado. Ce dernier est plus politicien et semble davantage soumis aux pressions institutionnelles connues. La Banque Mondiale est en train de faire ses propres expériences en la matière mais estime aussi que la situation est contrôlable. D'un côté, les règles du jeu ont été clairement établies ou le seront lors des négociations (achèvement des activités du FSE, objectifs du FIS, priorisation de ses activités, types de projets pouvant être financés, critères de sélection des projets, etc.); d'un autre côté, le Consejo Tecnico qui réunit tous les directeurs du FSE/FIS a plus de pouvoirs qu'auparavant, se réunit une fois par semaine et constitue donc un contre-pouvoir utile. Le personnel nommé récemment en lieu et place des personnes qui ont quitté l'institution semble être de bon niveau.
- Problème des frais de fonctionnement non couverts et des bas salaires dans les secteurs sociaux (santé et éducation): tout d'abord le FIS ne financera pas exclusivement des petits projets d'infrastructure, mais pourra aussi financer des projets pilotes couvrant, du moins partiellement, des frais de fonctionnement (par ex. salaires des enseignants ou du personnel soignant). De ce fait il pourra contribuer, certes à un niveau modeste, à la solution partielle de ce problème. Ensuite, le problème des bas salaires dans l'administration publique sera abordé à un niveau global par le projet EMSO et par le Ministère des Finances (il semble par ex. que ce dernier ministère paie des "planillas" de salaires 20% plus élevées que les "planillas" établies par le Ministère de l'Education!). Enfin, l'un des critères de base pour l'approbation des projets par le FIS va être l'engagement de l'institution responsable à couvrir les frais de fonctionnement.

Le FIS va avoir une importance cruciale dans la période intermédiaire précédant le financement par l'IDA des secteurs santé (1990/91) et éducation (probablement seulement en 1991/92). L'idée de valoriser l'expérience dynamique du FSE constitue également un aspect important. La très récente création d'une Subsecretaria de politica social au sein du Ministère de planification et coordination peut beaucoup aider à accroître le poids de ces secteurs dans la politique gouvernementale et à la recherche de solutions adéquates pour améliorer à terme les performances de l'éducation et de la

santé publique.

La Banque Mondiale recommande aux agences intéressées à cofinancer le FIS (Suisse, Pays-Bas, USAID, Japon) d'attendre d'abord le résultat des négociations Banque Mondiale-Bolivie et de suivre attentivement l'évolution de la situation jusqu'en mai-juin 1990. Le fait de ne pas se précipiter dès maintenant sur ce nouveau cofinancement peut aussi avoir des effets positifs sur la nouvelle équipe du FIS qui devra ainsi prouver auparavant ses capacités opérationnelles et administratives.

En ce qui concerne des futures possibilités de financement IDA en Bolivie, notamment dans le secteur agricole, M. Jorgensen s'est montré intéressé à discuter avec son collègue Douglas Forno. A première vue le "Programa de manejo de micro-cuencas" pourrait peut-être être intégré dans le prêt sectoriel agricole prévu pour 1990/91. Quant à l'IBTA l'IDA prévoit effectivement pour 1991/92 un prêt couvrant les aspects de recherche et de vulgarisation rurale. CORLAP devrait donc suivre l'évolution de la préparation de ces prêts.

(P. Veglio)

Copies: - OFAEE/Service du Développement
 - Division Politique II
 - Ambassades de Suisse à Washington, San José, Guatemala-City, Lima, La Paz et Quito
 - Martin Pallmann, c/o CORTEG Tegucigalpa
 - Adrian Schläpfer, c/o CORLAP La Paz
 - Peter Bischof, c/o CORLIM Lima
 - Régis Avanthay, c/o CORQUI Quito
 - SFR, WM, CP, HRO/NY, MEY, EZ, SGR, HAD/RM, SO, RDD, VS, MEP, GAS, S.MARTI/GLA/CUE